

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MECACHROME FRANCE

27-49 avenue E. Casella
18700 Aubigny-Sur-Nère

Références : /
Code AIOT : 0010000032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement MECACHROME FRANCE implanté 27-49 avenue E. Casella 18700 Aubigny-sur-Nère. L'inspection a été annoncée le 30/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECACHROME FRANCE
- 27-49 avenue E. Casella 18700 Aubigny-sur-Nère
- Code AIOT : 0010000032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MECACHROME est spécialisée dans la conception, l'ingénierie, l'usinage et l'assemblage de pièces et d'ensembles de haute précision, destinés aux domaines de l'aéronautique, de l'automobile, du sport automobile, de la défense et de l'énergie.

La société a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°1999.1.1030 du 04 octobre 1999, complété par les arrêtés préfectoraux du 05 septembre 2000 et du 24 novembre 2006, et les lettres préfectorales du 16 juillet 2020 et du 29 avril 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	NC1* VI 16/06/21	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.5.5.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
2	D2 VI 16/06/21	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.3. modifié	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
3	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.4.6.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.10.	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Traitement des fumées-1	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.2.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Traitement des fumées-2	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.7.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Surveillance des rejets-1	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
11	COVNM à mention de danger	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	/	Demande de justificatif à	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 59		l'exploitant	
16	Prévention des risques	Lettre du 29/04/2025, article 3	/	Demande d'action corrective	60 jours
17	Prévention des risques	Lettre du 29/04/2025, article 4	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	PGS	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Susceptible de suites	Sans objet
13	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.7.1	/	Sans objet
14	Prévention des risques	Lettre du 29/04/2025, article 1	/	Sans objet
15	Prévention des risques	Lettre du 29/04/2025, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1* VI 16/06/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.5.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023
Prescription contrôlée : <p>Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le contrôle des installations électriques a été effectué du 12 au 28 novembre 2025 par un organisme agréé (Apave). L'exploitant a remis à l'inspection le rapport Q18 établi le 28 novembre 2025. Ce rapport fait apparaître 4 non-conformités, pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge est en cours de réalisation.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection que lors du contrôle des installations électriques par la société Apave, la Société Actenium (prestataire de Mécachrome) assiste à cette visite et engage des actions correctives immédiatement dans la mesure du possible.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les non-conformités relevées seront résorbées lors de la coupure générale en fin décembre 2025. L'exploitant transmettra le DOE à l'inspection à l'issue de la mise en conformité.</p> <p>Par courriel du 8 décembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport Q19 (contrôle par thermographie infrarouge) réalisé du 3 au 4 décembre 2025 par la société Apave. Ce rapport fait apparaître 4 anomalies de niveau 2.</p>

Constats : Les installations électriques ne sont maintenues en bon état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : D2 VI 16/06/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.9.3. modifié
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023
Prescription contrôlée : La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un réseau de distribution répondant aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 3 poteaux d'incendie de 100 mm débitant simultanément 180 m³/h, - distance linéaire de 200 m par les voies de circulation entre hydrants, - distance maximale de 150 m par les voies de circulation ou par un chemin stabilisé de 1,80 m minimum de largeur entre le premier hydrant et l'entrée du bâtiment de fabrication. La différence entre le débit fourni par le réseau de distribution et celui demandé est assurée par une réserve d'eau de 400 m ³ accessible par les services de secours en toute circonstance.
Constats : Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une réserve d'eau de 600 m ³ a été installée sur le site, des essais de pompage ont été réalisés le 27 mai 2025 avec le SDIS. Ces essais n'ont pas fait l'objet de remarques particulières. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une convention de mise à disposition d'un point d'eau de 240 m ³ a été établie avec la société Carrefour Market située à proximité. Cependant, le volume d'eau incendie disponible reste insuffisant au volume nécessaire défini au dossier déposé par l'exploitant le 17 février 2025.

Constats : L'exploitant doit s'assurer auprès du SDIS de disposer de réserves d'eau incendie suffisante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.4.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant doit réaliser tous les 3 ans une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement. Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ce dernier peut modifier la périodicité de ce contrôle. Toutes les campagnes de mesure décrites ci-dessus sont effectuées, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié et selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Dans le cas où les résultats de ces contrôles mettent en évidence un dépassement des niveaux limites de bruit et/ou d'émergence définis au présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la mise en conformité des installations à l'origine de ces dépassements.
Constats : Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une campagne de mesure de bruit sera réalisée par la société Apave durant le 1 ^{er} trimestre de l'année 2026. Dans l'attente de cette nouvelle mesure, l'exploitant n'a pas d'éléments à apporter quant à ce dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (Nord-Est point n°1). L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des mesures de bruit.

<p>Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement depuis plus 3 ans. La vérification du respect de l'émergence sonore au point n° 1 n'a pas été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.1.10.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans ouvrage collectif</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement au réseau d'assainissement collectif de la ville d'Aubigny-sur-Nère se fait en accord avec le gestionnaire du réseau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que seules les eaux usées domestiques sont rejetées au réseau collectif d'assainissement de la ville d'Aubigny-sur-Nère. L'exploitant a précisé avoir déjà pris attache de la collectivité et être dans l'attente de l'autorisation de raccordement.</p> <p>Constats : L'exploitant ne possède pas d'autorisation de raccordement au réseau collectif.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de capter à la source, collecter et canaliser les émissions, pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un plan des exutoires a été établi et transmis.

L'exploitant a précisé que sur les 11 fontaines de l'atelier de dégraissage, une seule peut produire des émissions et cette dernière est équipée d'un système de captation.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les orifices d'analyses des 2 canalisations de rejet des cabines de peinture sont équipés d'obturateur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Traitement des fumées-1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la maintenance des installations de traitement des fumées est assurée en interne, et suivie par un outil de GMAO. L'exploitant ne dispose pas de registre ni de procédure d'entretien et de suivi de ces installations.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre d'entretien et de suivi des installations de traitement des rejets atmosphériques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Traitement des fumées-2

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.5.7.1</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites, mises à la disposition des opérateurs concernés.</p> <p>Ces consignes prévoient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires - la fréquence des contrôles des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées, - les instructions de maintenance et de nettoyage - le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses nécessaire au fonctionnement de l'installation
Constats : <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'aucune consigne d'exploitation des installations de traitement des fumées n'est établie.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation des installations de traitement des rejets atmosphériques.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Surveillance des rejets-1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/1999, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle de la qualité des effluents gazeux est réalisé au moins tous les 3 ans, pour l'ensemble du site.</p> <p>Les analyses portent sur les paramètres permettant de caractériser la qualité du rejet atmosphérique de chaque installation.</p> <p>Elles sont réalisées dans les conditions décrites au point 2.3 du présent arrêté.</p> <p>La fréquence de ce contrôle peut être modifiée à l'initiative de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une campagne de surveillance de la qualité des effluents gazeux a été réalisée entre le 22 et 25 septembre 2025 par la société Apave.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport et a constaté que le programme analytique n'a pas été respecté.</p> <p>En effet, l'ensemble des points de rejets et l'ensemble des paramètres n'ont pas fait l'objet d'une surveillance.</p> <p>L'exploitant doit proposer un programme de surveillance mis à jour en tenant compte des prescriptions des arrêtés ministériels en vigueur et des installations réellement exercées sur le site.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle annuel sur l'ensemble des installations et sur tous les paramètres prévus.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 10 : PGS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PGS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.

Constats :

Par courriel du 10 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année 2024.

La consultation du PGS 2024 n'amène pas de remarques de l'inspection. La consommation annuelle de solvants de l'installation est de 6 tonnes environ pour l'année 2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : COVNM à mention de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 9.1

Thème(s) : Risques chroniques, COVNM à mention de danger

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) no 1272/2008 sont remplacés, dans toute la mesure du possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possible. Les émissions soit de composés organiques volatils auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, soit de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351, sont contrôlées dans des conditions maîtrisées, dans la mesure où il est techniquement et économiquement possible de le faire en vue de protéger la santé publique et l'environnement, et ne dépassent pas les valeurs limites d'émission pertinentes fixées dans le présent arrêté. Pour les émissions des composés organiques volatils visés au premier alinéa, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage visé audit article est supérieur ou égal à 10 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés. Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels est attribuée, ou sur lesquels doit être apposée, la mention de danger H341 ou H351, lorsque le débit massique de la somme des composés justifiant la mention de danger H341 ou H351 est supérieur ou égal à 100 g/h (en masse totale des différents composés), une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³ est respectée. La valeur limite d'émission se rapporte à la masse totale des différents composés.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une campagne de surveillance de la qualité des effluents gazeux a été réalisée en le 22 et 25 septembre 2025 par la société Apave. Cependant, le programme analytique n'ayant pas été respecté, les résultats ne permettent pas de vérifier le débit massique et les concentrations de COV.</p> <p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le débit massique ni les concentrations à l'émission des COV auxquels est attribuée la mention de danger H351.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 12 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les contrôles sont effectués mensuellement et au tant que de besoin mais aucun enregistrement n'est réalisé. L'exploitant précise qu'un registre sera mis en place en 2026.</p> <p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre de suivi des vérifications et des opérations d'entretien.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites, mises à la disposition des opérateurs concernés. [...]
Constats : Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que des consignes d'exploitation sont établies. L'inspection a constaté la présence de consignes d'exploitation (décapage d'outillage projection thermique). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Lettre du 29/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Ligne de traitement de surfaces
Prescription contrôlée : [...] <ul style="list-style-type: none"> - la ligne de traitement de surfaces complémentaire installée dans un bâtiment existant doit être fermée par une enceinte (cellule) disposant de portes équipées de détection d'ouverture/fermeture; - la ligne de traitement de surfaces complémentaire est en rejet zéro, les bains usés sont évacués et traités en centre agréé de traitement de déchets ; - la ligne de traitement de surfaces complémentaire dispose d'une aspiration unilatérale pour chaque cuve et un seul point de rejet atmosphérique spécifique extérieur ;

- la ligne de traitement de surfaces complémentaire dispose de deux rétentions séparées selon la nature des produits. Ces rétentions ont un dimensionnement correspondant à 50 % des cuves associées, et sont munies de détecteurs de niveau asservis à une alarme ;
- la ligne de traitement de surfaces complémentaire est équipée d'un disconnecteur hydraulique ;
- la ligne de traitement de surfaces complémentaire est équipée d'une détection incendie, l'armoire électrique de cette ligne est équipée d'une détection/extinction automatique.
[...]

Constats :

Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la ligne de traitement de surfaces complémentaire est installée dans un bâtiment existant. La ligne est fermée par une enceinte (cellule) disposant de portes équipées de détection d'ouverture/fermeture. La ligne est en rejet zéro, les bains usés sont évacués et traités en centre agréé de traitement de déchets. La ligne dispose d'une aspiration unilatérale pour chaque cuve et un seul point de rejet atmosphérique spécifique extérieur. La ligne de traitement de surfaces complémentaire dispose de deux rétentions séparées, suffisamment dimensionnées et munies de détecteurs de niveau asservis à une alarme. La ligne est équipée d'une détection incendie et l'armoire électrique de cette ligne est équipée d'une détection/extinction automatique. La ligne de traitement de surfaces complémentaire n'est pas équipée d'un disconnecteur hydraulique mais ce dispositif est en place sur le réseau principal.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Lettre du 29/04/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et manipulation de substances dangereuses

Prescription contrôlée :

[...]

- le stockage et la manipulation des substances et mélanges dangereux est effectué sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles

[...]

Constats :

Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les fûts de différentes substances sont sur des rétentions et la manipulation des produits est effectuée par pompage. L'inspection a constaté que les produits sont sur des rétentions.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Lettre du 29/04/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : [...] - l'exploitant procède à l'isolement de deux bâtiments afin de réduire les besoins en eau d'extinction conformément au dossier susvisé; - l'exploitant réalise les travaux nécessaires pour assurer le confinement des eaux d'extinction incendie conformément au dossier susvisé et avant la fin de l'année 2027 ; [...]
Constats : Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une étude est en cours pour l'isolement des bâtiments et le confinement des eaux d'extinction incendie. Constats : Les travaux d'isolement de deux bâtiments afin de réduire les besoins en eau d'extinction ne sont pas engagés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 17 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Lettre du 29/04/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens d'extinctions incendie
Prescription contrôlée : [...] - l'exploitant établie des conventions de mise à disposition des eaux d'extinction incendie avec les exploitants des sites de WILO INTEC et CARREFOUR MARCKET situés à proximité. Ces conventions sont transmises à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais.
Constats :

Lors de la visite du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une convention de mise à disposition des eaux d'extinction incendie a été établie avec la société Carrefour Market.

L'exploitant a précisé que la société Wilo Intec, du fait de leur équipement (sprinklage), n'est pas en mesure d'établir une telle convention.

Par conséquent, le volume d'eau incendie disponible reste inférieur au volume nécessaire défini au dossier déposé par l'exploitant le 17 février 2025.

Constats : L'exploitant doit s'assurer de disposer de réserves d'eau incendie suffisante (point n°2).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours